

ne pouvait pas suffire à écarter le prolétariat de la scène sociale: la classe ouvrière était à nouveau jetée dans l'arène par la vigueur accentuée que prenaient les questions économiques auxquelles aucune solution n'avait pas pu être apportée. C'est ici, qu'à notre avis, se trouve l'explication des événements actuels. Il faudra tout d'abord remarquer que la première réaction du gouvernement de Front Populaire à la sédition du Maroc consista en une manœuvre tendant à établir un compromis avec Franco. Lorsque Quiroga démissionna, ce fut pour donner un premier gage à la droite, car on attribuait à ce Président du Conseil une phrase que l'on interprétait comme un encouragement de l'expédition punitive contre le monarchiste Sotelo.

Immédiatement après, ce fut Barrios (le même qui, fin 1933, réalisa la conversion du régime de la gauche vers la droite et présida aux élections d'où surgit la victoire de la droite), qui essaya de constituer un Ministère, ce même Barrios qui, après l'assassinat de Sotelo, déclarait que la situation était devenue impossible parce que les corps réguliers de la Garde Civile pouvaient organiser des attentats. La tentative du compromis échoua, mais cela ne signifie point que le gouvernement emprunta directement le chemin de l'armement des ouvriers. Giral essaya, dès la constitution de son cabinet, de canaliser les masses derrière de vagues proclamations antifascistes et les bureaux d'enrôlement furent constitués quand il était déjà évident que les ouvriers des villes industrielles auraient opposé une réaction vigoureuse et seraient passés à la lutte armée. Une fois que cette dernière était devenue inévitable, la bourgeoisie sentit que la seule voie de son salut consistait dans la légalisation de cet armement. Cette légalisation juridique de l'armement ouvrier représentait la seule condition pour le désarmement politique des masses. Celles-ci, incorporées dans l'Etat, le danger était écarté que les ouvriers profitent de l'emploi de l'instrument illégal par excellence que représentent les armes, pour tenter la lutte illégale par excellence, l'assaut de la forteresse sociale du capitalisme.

L'on pourrait supposer que l'armement des ouvriers contient des vertus congénitales au point de vue politique et qu'une fois matériellement armés, les ouvriers

pourront se débarrasser des chefs traîtres pour passer aux formes supérieures de leur lutte. Il n'en est rien. Les ouvriers que le Front Populaire est parvenu à incorporer à la bourgeoisie, puisqu'ils combattent sous la direction et pour la victoire d'une fraction bourgeoise, s'interdisent, par cela même, la possibilité d'évoluer autour de positions de classe. Et ici il ne s'agit point de batailles débutant sous la direction de formations bourgeoises et qui peuvent évoluer sur des bases prolétariennes parce qu'à leur origine se trouvaient des revendications de classe. Ici il s'agit bien de ceci: les ouvriers prennent parti pour une cause qui n'est pas seulement la leur, mais qui s'oppose foncièrement à leurs intérêts. Et point n'est besoin de réfuter l'argument vulgaire des responsabilités éventuelles des ouvriers ou des capacités démoniaques des traîtres. Pour nous, les ouvriers se trouvent dans l'impossibilité de déterminer, autrement que par une minorité de leur classe forgeant le parti, les bases sur lesquelles la victoire sera possible et cela à cause de l'oppression que fait régner le capitalisme qui les exploite, les abrute, leur enlève toute possibilité de se former une conscience de la réalité sociale et des voies à emprunter pour arriver à la victoire. Les masses, dans leur ensemble, peuvent arriver à une conscience parfaite de leur rôle, mais cela dans des circonstances particulières nées d'événements historiques, lors des révolutions et c'est à ce moment que la maturation de leur conscience permettra la victoire sous la direction du parti de classe. Les ouvriers ne luttent jamais, de leur propre volonté, pour les traîtres, en l'espèce pour le Front Populaire; ils croient toujours se battre pour la défense de leurs intérêts et c'est uniquement le degré intermédiaire de la tension des situations qui permettra aux traîtres de coller aux luttes des masses un drapeau qui ne leur appartient pas, le drapeau de l'ennemi.

Tels qu'ils se sont embranchés, les événements semblent devoir exclure l'éventualité que les prolétaires espagnols arrivent à définir une frontière de classe dans les situations qu'ils vivent. Fort probablement nous assisterons à des exploits héroïques du type de ceux de 1932 ou d'un type encore plus avancé, mais, malheureusement, il ne s'agira là que d'un tumulte social, sanglant, incapable

d'atteindre la hauteur d'un mouvement insurrectionnel. La documentation sur les événements est — au moment où nous écrivons cet article — absolument inexistante, mais ce qui nous permet de préciser les positions politiques que nous indiquons, c'est la disproportion énorme qui existe entre l'armement de larges masses ouvrières et les bien rares épisodes d'une lutte de classe. Tout dernièrement, nous avons pu lire des appels, qui semblent d'ailleurs avoir été écoutés, des socialistes et des anarco-syndicalistes engageant les ouvriers à reprendre le travail pour assurer la victoire gouvernementale.

Les considérations qui précèdent nous permettent d'affirmer que, même dans la seconde phase des événements, lorsqu'il s'agira de procéder au désarmement matériel des ouvriers, des perspectives révolutionnaires ne s'ouvriront malheureusement pas. Au cas d'une victoire gouvernementale, il sera facile de réduire les îlots de résistance des ouvriers qui ne voudraient pas rendre les armes et de les massacrer, comme le firent les gouvernements Zamora et Azana-Caballero en 1931-32, alors que les masses, dans leur ensemble, seront plongées dans l'ivresse de la victoire antifasciste. Dans l'hypothèse opposée d'une victoire de la droite, les nouvelles qui nous parviennent des zones occupées par les généraux prouvent bien comment on s'y prendra pour massacrer les ouvriers révolutionnaires.

Les considérations que nous avons exposées pourraient nous faire taxer de pessimistes. Les questions de l'optimisme ou du pessimisme n'ont d'intérêt pour les marxistes que si elles sont basées sur des positions de classe. Ainsi le plus grand pessimiste prolétarien est certainement celui qui ergote le plus sur les perspectives révolutionnaires qui s'ouvrent sous la direction du Front Populaire, parce qu'il manifeste le pessimisme le plus noir quand au programme prolétarien et le rôle historique des ouvriers. Par contre le plus grand optimiste est celui qui se base uniquement sur la politique du prolétariat et exprime non seulement de la méfiance, mais une opposition sans quartier contre les traîtres même lorsqu'ils se dissimulent sous le masque écarlate de l'armement des ouvriers. Il est connu que Marx qui, après une analyse historique de l'époque, était hostile aux

insurrections en 1870 (voir lettre à Kugelmann), leva l'étendard de la défense de la Commune contre tous ses détracteurs démocrates ou ses assassins républicains et réactionnaires. C'est que la lutte du prolétariat ne peut pas suivre le schéma préétabli par l'académicien, mais résulte du cours contradictoire de l'évolution historique. Les événements actuels en Espagne tout anti-économiques qu'ils puissent apparaître au révolutionnaire de chaire, n'en sont pas moins une marche dans le chemin de l'émancipation du prolétariat mondial. Non en vain les héros ouvriers seront tombés, non en vain les femmes et les jeunes filles espagnoles auront écrit des pages de gloire où, bien au-delà de toutes les proclamations du féminisme, se trouvent consacrées les revendications des exploitées qui donnent l'accolade aux ouvriers pour « monter à l'assaut du ciel » (Marx).

Mais à part cette considération ayant trait aux répercussions ultérieures des événements actuels, il s'agit d'indiquer sur quelle base ils pourraient évoluer pour déboucher vers la victoire prolétarienne, et sur quelle terrain le groupement prolétarien pouvant prétendre au rôle de forgeron du parti de classe, doit se battre dès maintenant. Le dilemme pour ou contre le Front Populaire, tout séduisant qu'il puisse apparaître dans les circonstances actuelles, la hantise d'une victoire de la droite qui passerait à l'extermination des ouvriers, toute justifiée qu'elle puisse être pour des militants qui ont connu la répression féroce du fascisme, ne peuvent nous faire oublier que le prolétariat ne peut se poser le problème dans ces termes, car c'est le capitalisme qui reste le seul arbitre de choix de son personnel gouvernemental. La seule voie de salut pour les ouvriers consiste dans leur regroupement sur des bases de classe: pour des revendications partielles, pour défendre leurs conquêtes en même temps qu'ils se baseront sur la force de persuasion des événements eux-mêmes pour soulever comme seule solution gouvernementale possible, celle de la dictature du prolétariat, pour lancer le mot d'ordre de l'insurrection lorsque les conditions favorables auront mûri. Une telle définition du problème peut, certes, affaiblir la cohésion et les possibilités de succès du gouvernement du Front Populaire, mais l'éventuelle victoire de la droite,